

L'habitat informel dans la ville de Gabès (Tunisie) ; Extensions urbaines, marginalisation socio-spatiale et dégradation de l'environnement

Maha ABDELHAMID est doctorante en géographie sociale à l'université de Nanterre, Paris X. Sa thèse s'intitule « *L'habitat informel dans la ville de Gabès, extensions urbaines, marginalisations sociales et spatiales et dégradation de l'environnement* ». Elle a rejoint l'équipe de l'IRMC pour une bourse courte durée (BCD).

Ce travail vise à explorer en profondeur l'articulation entre trois phénomènes, souvent appréhendés séparément : L'extension urbaine qui peut donner lieu à des formes d'habitat non autorisées, dits informels, la concentration spatiale de la marginalité sociale [spatialement concentrée] et l'extension de la ville sur des espaces ruraux productifs.

Ces différents processus sociaux et spatiaux sont à la fois en amont et en aval (cause et effet) de compétitions acharnées sur les ressources (naturelles ou non) et entre des catégories sociales différentes mais dont on peut en identifier au moins deux : les petites paysanneries et les grands investisseurs agricoles (y compris des sociétés étatiques). À ces deux « compétiteurs », il faut y ajouter la ville elle-même, grande consommatrice d'eau et de sols.

Notre recherche consiste en l'exploration approfondie de l'ensemble de ces processus, de ces phénomènes et de leurs conséquences, tant sociales que spatiales et environnementales. Nous prendrons le quartier informel de Zrig, situé au sud de la ville de Gabès en Tunisie, comme exemple. En plus d'être un quartier informel hébergeant des centaines de familles, généralement modestes ou pauvres, originaires de Gabès, du Sud ou de l'ensemble du pays, le quartier de Zrig s'est développé sur l'une des oasis de Gabès (les seuls oasis côtiers en Méditerranée), dont quelques parcelles seulement résistent encore au phénomène. Malgré la présence de certaines familles plus aisées et ayant accès au cercles de décisions, et malgré la légalisation partielle mais lente de certaines parties de ce nouveau quartier, les habitants souffrent d'un manque flagrant d'infrastructures et de services. On assiste dans le même temps à la réduction très rapide

de la surface agricole oasienne. Pendant que ce poumon vert se rétrécit, que l'espace productif se réduit et que l'agriculture vivrière et familiale des petits paysans est progressivement marginalisée, des dizaines de nouveaux périmètres irrigués, fortement consommateurs d'eau, se multiplient et se développent en vue de productions principalement destinées à l'export.

Notre hypothèse centrale soutient que les causes principales de la naissance des quartiers informels sont, d'une part, les contraintes d'accès aux ressources, aux services sociaux ainsi que les inégalités sociales engendrées, et, d'autre part, l'exacerbation des compétitions sur les ressources naturelles entre les populations locales, en l'occurrence entre les petites paysanneries oasiennes et les investisseurs, qui sont notamment les nouveaux grands producteurs agricoles dans la plaine.



© Maha Abdelhamid.

C'est donc dans cette double dimension de marginalisation des habitants du quartier et des petits paysans de l'oasis, d'une part, et de la compétition sur les ressources, d'autre part, que le quartier informel de Zrig sera étudié et observé.

Il apparaît à travers nos enquêtes que les habitants de ce quartier sont des immigrants des régions voisines de Gabès (Gafsa, Sidi Bouzid, Medenine, Tataouine...) ou d'anciens résidents de centre ville qui appartiennent à une catégorie sociale modeste¹. « Sommes-nous Tunisiens ? », est une question qui nous avait été posée par un habitant de ce quartier. Logeant dans une maison sans électricité, sans eau et sans assainissement, le chef de famille nous confiait : « je ne travaille pas, je n'ai pas l'argent pour donner une « rachwa » (corruption). Si j'avais de l'argent j'aurais pu

accéder aux ressources nécessaires (eau et électricité) »².

Les enquêtes menées après le 14 janvier, nous ont montré que les gens ont profité de l'absence des autorités et se sont mis au travail pour construire leurs maisons informelles. Un jeune habitant en train d'édifier sa construction le justifiait ainsi : « c'est une bonne occasion car il n'y a pas d'autorité, pas de contrôles, donc j'en profite pour construire ma maison sur ma terre. Pour ce qui est de l'accès aux services (...) ce n'est pas grave, nos stratégies seront les mêmes, je payerai une corruption et j'aurai tout »³. Concernant la révolution, il nous affirme que les mentalités n'ont pas changé, que les personnes sont toujours les mêmes.

Au cours des entretiens réalisés pendant nos visites à Zrig, quelques paysans attendaient vainement que la loi leur permette de transformer leurs jardins en maisons : « avant la révolution, la municipalité contrôlait trop et les autorités étaient très sévères en matière de construction illégale, là c'est le vide mais tous ceux qui ont construit seront punis et ils payeront cher ». Certaines femmes ont opté aussi pour l'urbanisation : « nous ne pouvons plus vivre de la terre⁴, on dépense plus qu'on ne gagne, donc il faut que cette terre soit des lots pour que nos fils construisent leurs maisons ou des boutiques à louer [...] l'essentiel c'est que nos enfants trouvent un abri où ils puissent se protéger dans ces temps difficiles ». On comprend ainsi leur incapacité à accéder aux services alors que la construction dans ces zones ne diminue pas chaque jour.

Maha ABDELHAMID

1. Ils ont acheté la terre à cet endroit car elle est moins chère, pleinement conscients de l'interdiction de construire qui pesait sur le terrain, mais leur permettant d'économiser les dépenses de permis de construire.
2. Entretien d'un homme âgé effectué au mois de Septembre 2010.
3. Entretien effectué au mois de février 2011.
4. La dégradation agricole et environnementale n'est pas prise en considération, ni par les autorités, ni par les occupants de la terre, ni par la petite paysannerie qui a été touchée par le manque en eau, la sécheresse et le problème de morcellement de la terre (on parle aujourd'hui de petits jardins qui ne dépassent pas les 200 m² la parcelle).

Info

Le prix **Gerd Albers** délivré par l'Association Internationale des Urbanistes (AIU), a été attribué à **Morched Chabbi** pour son article « Rôle et fonctions des urbanistes dans la fabrication des villes du Sud. Le cas de Tunis (1960-2009) », publié dans l'ouvrage *L'action urbaine au Maghreb. Enjeux professionnels et politiques*, sous la direction de Lamia Zaki. Cette publication est issue d'un programme de recherche collectif de l'IRMC sur le rôle des professionnels de la ville dans l'évolution des politiques urbaines au Maroc, en Algérie et en Tunisie.

